

2 Politique

Entretien avec l'ambassadeur Haut représentant du Gabon en France

Flavien Enongoue : « Les relations avec la France sont au beau fixe »

Propos recueillis par : Jonas OSSOMBEY
Paris/Gabon

Au cours de l'interview qu'il nous a récemment accordée, le successeur de Germain Ngoyo Moussavou à l'ambassade du Gabon en France, par ailleurs représentant permanent auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), plusieurs sujets ont été abordés. Qu'il s'agisse de sa méthode de gestion de la Chancellerie, la relation entre Libreville et Paris - partenaire traditionnel et stratégique -, la situation des activistes au sein de la communauté gabonaise dans l'Hexagone ou des priorités du Gabon à l'OIF, tout a été abordé lors de cet échange. Lecture

l'union. Le 27 février 2017 vous avez été nommé ambassadeur, Haut représentant du Gabon en France. Mais, vous êtes entré en fonction depuis seulement juin dernier. Quelle est votre vision de la coopération entre la France et le Gabon ?

Flavien ENONGOUE : Un ambassadeur n'a pas de vision particulière à faire valoir ou traduire dans les relations de coopération avec le(s) pays d'accréditation. Son action s'inscrit plutôt dans le cadre d'une mission globale prescrite par celui qui l'envoie, en l'occurrence le président de la République, chef de l'Etat. Les diplomates de formation et de profession vous le diraient certainement mieux que moi : c'est la cérémonie de remise des Lettres de créance, puisant ses racines lointaines dans les rites catholiques, qui traduit à la perfection la manifestation symbolique de la fonction de représentation de la souveraineté qu'incarne un ambassadeur. Comme le souligne quelqu'un dont j'apprécie la rigueur de l'analyse, le philosophe et diplomate Jean-François de Raymond : «La personne de l'ambassadeur, image et incarnation du pouvoir dont il transmet et traduit les paroles, assure le lien de celui qui l'envoie à celui qui le reçoit, protégé par son statut, comme le présente le livre biblique des Proverbes (25, 13) » (in L'esprit de la diplomatie, p. 162). Je pense donc que, c'est moins la vision que le talent d'un ambassadeur qui est à apprécier, en particulier dans sa capacité à tirer avantage du contexte, des circonstances favorables ou défavorables, pour traduire dans les faits sa mission d'incarnation de l'action de représentation, de négociation, d'organisation, de défense et de promotion des intérêts et de l'image de son pays.

Justement, votre nomination est survenue à un moment où des "bruits" semblaient se faire entendre du côté des autorités françaises de l'époque au sortir de la Présidentielle de 2016. Comment se portent aujourd'hui les relations entre les deux pays ?

- Les relations sont au beau fixe avec la France. Les quelques crispations qui s'étaient manifestées ici et là, en 2016 et début 2017, sont résolument dépassées, parce que la crise post-électorale elle-même est derrière nous. Comme vous avez pu le constater ces derniers temps,

les rencontres se sont multipliées au plus haut niveau, à la satisfaction des deux parties, particulièrement à la faveur de la convergence de vues sur la problématique du climat, depuis le Side Event de New York en septembre, en marge de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations unies, jusqu'au One Planet Summit de Paris, le 12 décembre, en passant par la COP 23, en novembre à Bonn. Le président Ali Bongo Ondimba y a, à chaque fois, fait éloquemment entendre la voix du Gabon et, partant, celle de l'Afrique, eu égard à ses responsabilités de président en exercice du CAHOSCC. Ces rencontres, certes multilatérales, constituent aussi des occasions pour traiter des questions bilatérales urgentes.

Paris est une place importante de la diplomatie gabonaise à l'étranger. Comment vivez-vous cette expérience ?

- Une expérience passionnante ! Il est, en effet, de notoriété que l'ambassade haute représentation du Gabon en France occupe une place singulière dans le réseau diplomatique relativement dense de notre pays à l'étranger. Elle la doit certes à l'histoire et à l'importance géostratégique des relations avec la France mais, le poids démographique des ressortissants gabonais dans les pays de la juridiction, environ une quinzaine de milliers, y participe de plus en plus. Par la nature et l'étendue des activités qui en résultent, ainsi que les effectifs des personnels en service, cette ambassade représente pour ainsi dire le «vaisseau amiral» dudit réseau diplomatique. Ce, d'autant qu'il lui a été aussi assigné récemment la mission d'assurer la représentation permanente du Gabon auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). D'avoir été choisi fin février 2017 pour le conduire, sans fait d'armes préalable, est un grand honneur dont je sais infiniment gré au président Ali Bongo Ondimba. C'est aussi une immense responsabilité, celle de porter, suivant ses instructions, ainsi que les orientations du ministre des Affaires étrangères, la réalisation des ambitions diplomatiques du pays dans la relation avec un partenaire traditionnel et stratégique.

Comment entendez-vous y porter la voix du pays ?

- En plus du renforcement des relations diplomatiques, j'ai reçu mandat de mettre un accent tout particulier sur les dimensions économiques et culturelles de cette action. D'où la réouverture, en août 2017, du service économique, fermé depuis 2011, la création à la même date de la bibliothèque de l'Ogooué au sein du Service culturel et l'organisation, fin novembre 2017, d'une exposition sur la vie et l'œuvre du président Léon Mba, mort à Paris il y a 50 ans. Cette orientation stratégique va s'amplifier davantage, courant 2018, avec l'organisation, à Paris, et j'espère à Lisbonne aussi, des journées économiques sur les opportunités d'investissement au Gabon (2017-2020), d'un forum de l'emploi à l'endroit des étudiants et jeunes diplômés gabonais en France. Tout comme il est envisagé la participation du Gabon à l'édition 2018 du Salon du Livre de Paris : une formidable opportunité pour la promotion des écrivains gabonais et donc de la cul-



L'ambassadeur, haut représentant du Gabon, en France, Flavien Enongoue.

ture gabonaise. Cette action concerne et interpelle donc tous les compatriotes établis dans les pays de la juridiction, dont la promotion des activités est tout autant digne d'intérêt que l'obligation de protection et d'assistance consulaires. Aussi, pour y répondre, il nous a semblé de la plus grande importance de mettre en place, il y a six mois, une Lettre d'information "Le Gabon en France", où ils trouvent doublement place : comme sujet et à titre d'auteur. Il en est également ainsi pour tous les amis du Gabon. Il est par ailleurs prévu des missions de terrain à forte tonalité économique, à l'invitation des Consuls honoraires, par exemple le mois prochain à Rouen, en mars à Bordeaux et en juin à Lyon. En ligne de mire, la préparation pour l'année prochaine des assises de la coopération décentralisée franco-gabonaise.

Aujourd'hui, la France est devenue un des lieux de la contestation du pouvoir en place par une partie de la diaspora, pour le moins vindicative. Quels types de relations entretenez-vous avec les milliers de Gabonais qui vivent dans l'Hexagone et les pays sous votre juridiction ?

- Il n'y aurait rien à dire si cette contestation s'exprimait dans un cadre démocratique, notamment par la critique du pouvoir, ses actions et ceux qui l'incarnent. Depuis la fermeture, à la Conférence nationale, de la longue parenthèse du parti unique (1968-1990), cet exercice n'est plus un délit ; il est même devenu un sport national. Ce qui pose problème, comme vous le savez, c'est le recours à la violence verbale et physique dans l'expression de la défiance politique. Rien n'est épargné : les biens comme les personnes physiques et morales. Ce serait un exercice fastidieux pour vos lecteurs que de me livrer à une énumération servile de tous les actes délictueux. En l'espace seulement d'un mois, on a par exemple enregistré des faits de vandalisme contre les locaux de la Chancellerie, à l'avenue Raphaël, les hôtels particuliers de la rue de l'université et de la rue de la Baume. Je suis constamment l'objet d'insultes en tous genres et de menaces de mort. Les personnalités françaises ne sont guère épargnées, du président de la République aux élus nationaux comme locaux, les acteurs du monde économique... C'est bien la preuve que la haine est aveugle.

Se pose alors la question essentielle : que faire ?

- Ce qui toutefois me rassure, c'est que ce déferlement de la violence est le fait d'une «minorité bruyante», dont les actes portent malheureusement préjudice à l'image d'une communauté gabonaise pétrie de talents remarquables et jadis louée pour son sens civique. Il est donc de mon devoir de mener des actions dans trois directions : judiciaire, pour espérer ramener certains à la raison publique ; diplomatique, pour faire prévaloir les conventions qui nous lient au pays d'accréditation, et politique, pour travailler à la restauration de cette image gravement écornée, en aidant la majorité silencieuse à s'organiser et faire entendre la voie authentique de la sagesse gabonaise.

En tant que représentant permanent du Gabon au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, quelles sont les perspectives pour que notre pays joue un rôle accru au sein de celle-ci ?

- Si l'on se réfère à une statistique pertinente de l'Observatoire de la langue française, à savoir le nombre de locuteurs rapporté à la population globale, donc le taux de pénétration et de "véhicularité" du français, le Gabon est, avec 61%, le premier pays francophone en Afrique subsaharienne. C'est le signe que le français n'est plus à proprement parler une langue étrangère, au sens où le rapport de la majorité de la population à cette langue est décomplexé, à tout le moins dans un processus vertueux de naturalisation. Tout en continuant dans cette dynamique, les nouveaux horizons de l'action prioritaire sont pour nous ailleurs : la francophonie économique, à travers notamment l'intérêt que nous accordons tout particulièrement au programme de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. La résolution adoptée dans ce sens, lors du dernier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, à Antananarivo (Madagascar) en novembre 2016, était à l'initiative du président Ali Bongo Ondimba. Nous veillons et contribuons donc au sein de l'OIF au processus de mise en œuvre de cette résolution. Et le prochain sommet de Erevan (Arménie), prévu au mois d'octobre 2018, sera un moment important pour la mise en place effective de l'Observatoire et de cette entité.